

Interview avec Pr Lô Gourmo

L'Eveil Hebdo : Actualité oblige, quelle appréciation faites-vous du verdict de Wad Naga à la suite du procès fleuve contre les putschistes présumés de juin 2003 et août 2004?

Lô Gourmo : Mon appréciation rejoint celle de la quasi-totalité de l'opinion nationale, à savoir un soulagement parce que, moi aussi, j'avais été impressionné par les risques qu'encouraient la plupart des prévenus en particulier le réquisitoire très sévère du procureur qui, s'il avait été suivi d'effet, aurait provoqué des dégâts irréparables pour la sauvegarde de la paix civile, de la stabilité et surtout pour les chances de réconciliation. C'est pourquoi je considère le verdict comme un verdict de clémence qui est susceptible de favoriser l'apaisement des cœurs, le rapprochement du pays avec lui-même et peut-être l'ouverture d'une nouvelle voie qui est conforme avec les aspirations de notre peuple. Mais ceci étant dit, il y a des plaies qui sont ouvertes, des blessures très profondes. Ce qu'il y a c'est d'aller au-delà de l'apaisement pour voir comment soigner les blessures et faire en sorte que les événements très douloureux qui se sont passés ces dernières années ne puissent plus se reproduire et comment prendre un nouveau chemin qui est celui d'un pays démocratique stable tourné vers l'avenir et non pas un pays renfermé qui mijote la revanche et où le règlement de comptes devient religion et finalement un pays où le passé pèse plus lourd que le futur. C'est cela qui constitue aujourd'hui l'enjeu de l'après verdict.

E.H : Concrètement, selon vous, qu'est-ce qu'il faut faire pour amorcer le dialogue?

L.G : La première chose c'est que le pouvoir, l'opposition, la société civile et l'ensemble des acteurs de la vie sociale, politique et économique cessent de se dresser les uns contre les autres pour ouvrir la voie dont je viens de parler. Plus concrètement, nous avons le chemin suivi par les opérateurs économiques et sociaux qui montre que si les mauritaniens en dehors de toute passion et malgré l'intensité de leur contradiction, accep-

tent de se mettre autour d'une table et discuter raisonnablement, ils sont capables de trouver des solutions raisonnables, d'avoir un compromis dynamique. Je crois que l'ouverture que les syndicats, le patronat et l'administration ont pu témoigner dans la fin des négociations dernières qui ont donné des résultats tangibles, montre que non seulement les portes de l'avenir ne sont pas fermées mais qu'elles sont encore entrouvertes. Il faut ouvrir les débats tous azimuts pour créer une dynamique de réflexion collective favorisant la naissance d'une nouvelle culture politique et une nouvelle vision des choses. En tout cas, en ce qui concerne l'UFP, le président Maouloud l'a rappelé il n'y a pas longtemps, et les instances du parti l'ont fait tout récemment. Nous pensons maintenant qu'il faut aller aux gestes concrets au-delà des appels qui sont entendus par tout le monde. Le dialogue est absolument indépassable pour l'instant. A l'horizon des années à venir et pour l'avenir immédiat du pays, ce dialogue est indispensable. Donc il s'agit pour le pouvoir et l'opposition de faire des gestes concrets qui nous rapprochent d'un système où le pouvoir et l'opposition ne se regarderont plus en chiens de faïence mais vivront une vie civilisée et démocratique pour la stabilité. Mais ces gestes concrets prendront les formes que les uns et les autres seront disposés à leur donner. La première des formes c'est d'accepter les contacts mutuels. Les uns et les autres ont dit qu'ils étaient prêts, chacun à sa manière évidemment. Il revient maintenant à tout le monde y compris les journalistes, les oulémas, l'opinion publique de pousser vers ces rencontres les mauritaniens entre eux, de pousser non pas vers des grandes négociations - je ne sais quelle grande conférence nationale - mais vers des débats fructueux et productifs aux échelles que les uns et les autres auront acceptées de définir. Je pense qu'on ne peut pas être précis pour l'instant mais une chose est importante c'est que tout le monde lit ce verdict comme un signal vers plus de proximité politique les uns vis-à-vis des autres.

E.H : Ce verdict même s'il est lu comme étant un sou-

lagement, beaucoup estiment que ça pourrait être un verdict politique, juste pour calmer la communauté internationale en ce sens que les prisonniers pourraient connaître un sort qui ne serait pas enviable malgré tout?

L.G : Moi, je suis juriste. Rires. Je dis néanmoins que le verdict est politique. C'est évident. Mais pas peut-être dans le sens où on l'entendrait. J'entends par verdict politique un verdict qui a une portée politique. Alors la portée politique c'est qu'il est aujourd'hui le reflet des besoins de notre société, de l'opinion publique. Le juge ne peut pas rester indifférent aux demandes sociales. Il ne peut pas non plus s'enfermer dans une logique nihiliste ou de laboratoire qui consisterait à évoquer la règle en dehors du contexte dans lequel cette règle est évoquée. Le juge sera donc obligé, tenant compte de la situation du pays, de voir dans quelle mesure sa justice pourrait apaiser et stabiliser ou au contraire dans quelle mesure sa décision pourrait déstabiliser et provoquer les rancœurs. Ce jugement de ce point de vue est un jugement politique dans le sens que le juge a bien apprécié l'impact qui pourrait résulter d'un jugement extrême ou radical, et a en définitive choisi l'apaisement. Ça c'est de la politique et je crois de la grande politique. Maintenant, il est évident que nous sommes en Mauritanie et nous avons des ressorts internes de notre justice avec les raccordements que tout le monde sait. Et il est évident que cela ne peut pas ne être pas perçu également comme une volonté délibérée de la part du pouvoir dont nous savons bien l'influence qu'il exerce sur le système dans son ensemble. Il n'est pas peut-être une influence directe mais il y a mille et un moyens d'ailleurs c'est valable pour tous les pays où il y a toujours une façon d'influencer un juge dans le bon ou mauvais sens. Il se trouve dans notre pays à plus forte raison que cette donnée est réelle. Donc je pense effectivement de ce fait que c'est une décision politique. Mais au-delà de l'aspect formel et nominal, je crois que ce qui importe c'est de voir comment l'opinion a accueilli cette décision de justice, c'est ça qui est

important. D'ailleurs pour le juge, ce qui importe c'est comment l'opinion va accueillir ma décision. Je ne veux pas dire que je suis indifférent à l'opinion, ce serait de la démagogie de sa part. Parce qu'il est élu, lui, théoriquement. Sa décision est l'expression de la conscience collective d'un pays. Il doit donc absolument tenir compte de cette conscience collective. Comment elle va s'exprimer à la suite d'une décision? C'est de ce point de vue là que toute décision de cette ampleur est nécessairement politique quelle que soit la rhétorique par ailleurs formaliste ou juridictionnelle que l'on pourrait avoir.

E.H : Récemment, il y a eu une rencontre de l'opposition à Paris à laquelle vous aviez assisté comme apparemment le seul homme politique de l'opposition. De quoi s'agissait-il?

L.G : J'ai été moi-même surpris d'être parmi les rares sinon le seul de l'opposition démocratique dans la salle. Je n'ai pas d'ailleurs manqué d'en faire les remarques suivant les formes requises. Mais rappelons que c'est une initiative d'un laboratoire de recherche rattaché à une université française qui organise des conférences un peu partout dans le monde et qui avait d'ailleurs organisé préalablement une conférence sur le thème de la Mauritanie, la coopération avec l'Union européenne à Nouakchott, il y a de cela deux ans. Conférence à laquelle j'avais été invité et participé par une communication du reste. Donc c'est un laboratoire dirigé par Edmond Jouve qui a organisé alors une conférence retour à Paris dans son centre. J'ai donc été invité d'abord et avant tout à ce titre d'universitaire mauritanien ayant participé à la première rencontre de Nouakchott. Il se trouve et ce n'est pas un secret, que je fais partie de l'UFP. Je me suis retrouvé donc avec un chapeau ambigu. Est-ce le premier ou le second? J'ai assumé les deux chapeaux et assumé en particulier le fait que je suis de l'opposition et que je m'exprimerai dans cette conférence aussi en tant que membre de l'opposition mauritanienne qui doit être entendue

dans ces genres de séances ou rencontres. Les amis du Prds qui étaient là se sont exprimés pour célébrer la démocratie et montrer qu'il y a eu des progrès considérables qui ont été faits dans le pays avec une constitution, le principe de séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice et d'autres considérations liées au progrès accompli par notre pays en matière de droits de l'homme. Ils sont dans leur droit. Le mien était de tenir compte des progrès incontestables accomplis et je crois qu'il est évident pour l'opposition que par rapport au régime d'exception, la démocratie formelle est beaucoup plus avantageuse pour notre peuple. La constitution mauritanienne actuelle est historiquement beaucoup plus avantageuse pour notre peuple que l'ont été les différentes chartes des régimes militaires d'exception voire même la constitution antérieure civile dès, lors que désormais c'est sous l'égide du pluralisme que cette constitution s'exprime en terme dans ses injonctions. Ça c'est un fait incontestable. Par ailleurs, le problème comme je l'ai dit à la Sorbonne ce n'est pas de savoir si sur le plan de la forme notre démocratie présente des dehors de la culture et de la civilisation modernes mais sur le plan juridique la question est de savoir comment actuellement sortir de l'ornière et faire en sorte que les aspects progressistes ou positifs de la démocratie peuvent être mis en application. Et comment donc engager un processus de mise en œuvre des règles contenues dans cette constitution de manière à ce qu'il y ait une meilleure application et de l'esprit et de la lettre. Or il se trouve que par rapport à cet esprit et à cette lettre il y a beaucoup de dysfonctionnement voire même de violation des normes qui



Interview avec Pr Lô Gourmo

sont prévues en terme de liberté notamment les différentes libertés démocratiques. Cela a toujours été souligné et c'est d'ailleurs cela un des éléments qui expliquent les divergences entre l'opposition démocratique et le pouvoir et qui fait que nous avons des revendications que le pouvoir doit tenir en considération pour aller loin. Mon rôle à la Sorbonne c'était d'attirer l'attention de mes amis du Prds sur le fait que notre célébration de la démocratie n'est pas suffisante, qu'il faut aller au-delà et voir la réalité en face. On ne peut pas faire du sur place, au contraire on doit profiter de l'évolution progressive qui s'est opérée sur le plan de la démocratie actuelle pour consolider cette démocratie, l'approfondir et créer un climat de sérénité dans la mise en oeuvre des principes démocratiques. Donc c'était ça un peu l'enjeu de la Sorbonne. Malheureusement l'opposition dite radicale a été laissée en plan et n'a pu accéder à la salle. ce que j'ai déploré parce qu'il ne sert à rien dans ces rencontres de se retrouver dans une situation de monologue. Parce qu'en ce

moment là chacun reste dans son parti et discourt sur ce qui lui semble bien. Ce que nous appelons, nous, c'est un dialogue entre tous, que ce soit l'opposition pluraliste établie ici, que ce soit l'opposition dite radicale vivant à l'extérieur, que ce soit le pouvoir. Nous devons tous nous engager sur la voie des rencontres, des débats et profiter de toutes les occasions sans en rater aucune pour pouvoir mieux exprimer nos points de vue et peut-être lever certains préjugés afin de rapprocher les uns et les autres. Car la Mauritanie sera celle de tout le monde dans laquelle à la fois les radicaux, les modérés et toutes les formes de subtilité politique devant s'exprimer. Dans notre démocratie actuelle, il faut également si on veut qu'elle s'approfondisse, que toutes les formes de positions, pourvu qu'elles acceptent le jeu démocratique stable, que toutes formes d'opposition puissent s'exprimer librement. C'est la condition pour qu'il y ait une réelle culture démocratique dans notre pays.

Propos recueillis par

Moussa Diop